RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Union – Discipline – Travail

EXPÉDITION

DÉCISION N° CI-2021-EL-121/24-03/CC/SG

du 24 mars 2021 relative à la requête de Monsieur MAKAGNON Kady
tendant à l'annulation de l'élection de Monsieur MERHY Samy
dans la circonscription électorale n° 131

AU NOM DU PEUPLE DE CÔTE D'IVOIRE,

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL,

Vu la Constitution ;

Vu le Code électoral ;

Vu la loi organique n° 2001-303 du 05 juin 2001 déterminant l'organisation et le fonctionnement du Conseil constitutionnel ;

Vu le décret n° 2005-291 du 25 août 2005 déterminant le règlement, la composition et le fonctionnement des services, l'organisation du Secrétariat général du Conseil constitutionnel, ainsi que les conditions d'établissement de la liste des rapporteurs adjoints ;

Vu la décision n° 002/CEI/EDAN/CC du 09 mars 2021 portant proclamation des résultats provisoires des élections des députés à l'Assemblée nationale du 06 mars 2021 ;

Vu la requête de Monsieur MAKAGNON Kady, en date du 16 mars 2021, enregistrée au Secrétariat général du Conseil constitutionnel le même jour, sous le numéro 126/EL/2021 ;

Vu les pièces du dossier ;

Ouï le Rapporteur ;

Considérant que, par la requête susvisée, Monsieur MAKAGNON Kady, candidat à l'élection des députés du 06 mars 2021 dans la circonscription électorale n° 131-GOUDOUKO et NIAMBEZARIA, communes et sous-préfectures, a saisi la juridiction constitutionnelle d'un recours tendant à l'annulation des résultats de l'élection dans ladite circonscription électorale ;

Considérant qu'au soutien de sa requête, il expose que la majorité des procès-verbaux de dépouillement de vote « ont été établis sans apposition de stickers et que les résultats y ont été gonflés au profit du candidat du RHDP MERHY Samy » dans le lieu de vote « ECOLE GROUGUE » de la sous-préfecture de NIAMBEZARIA et qu'il lui est attribué, au titre des suffrages exprimés, 127 voix au lieu de 123 qui est le chiffre réel ;

Considérant qu'en ce qui concerne les procès-verbaux sans stickers, il énumère une dizaine de bureaux de vote comprenant :

- GOUDOUKO dispensaire BV 01 ;
- GOUDOUKO EPP AKRIDOULADDE BV 02 ;
- GOUDOUKO EPP TADJEDOU BV 02 ;
- GOUDOUKO EPP ZOZO OLIZIRIBOUE BV 01 ;
- GOUDOUKO EPP ZOZO OLIZIRIBOUE BV 02 ;
- GOUDOUKO EPP GVC KONAN KOFFIKRO BV 01 ;
- GOUDOUKO EPP DAGOLILIE BV 02 ;
- GOUDOUKO EPP DOUGBROULILIE BV 01 ;
- GOUDOUKO EPP SABOU BV 01 ;
- GOUDOUKO EPP KOUASSILILIE BV 02 ;

Qu'il évoque une série d'incidents, dont l'un révèle qu'une dame s'est rendue coupable de plusieurs votes au profit du candidat MERHY Samy ; que dans le bureau de vote de MOUSSADOUGOU, ses représentants ont été dépossédés de force de leur nourriture ; que ce sont les responsables locaux du RHDP, à la solde de Monsieur MERHY Samy qui convoient les urnes à la sous-préfecture pour le dépouillement ; qu'il renchérit que ses représentants qui n'ont « signé aucun document se sont vus proposer de l'argent dans les bureaux de GODELILIE, KOKOLILIE et EPP ZOZO OLIZIRIBOUE » ; qu'il termine en annonçant que « dans la moyenne des cas, les procès-verbaux ont fait l'objet de tripatouillage » ;

Considérant qu'en réponse à l'avis de contestation de l'élection à lui adressé par le Secrétariat général du Conseil constitutionnel, Monsieur MERHY Samy, par le canal de ses Conseils, Maître Moussa OUATTARA, N'DA Koffi Moïse, HORO Bakary et HILLA Claude Ursène SYLLA, Avocats près la Cour d'Appel d'Abidjan, produit un mémoire dans lequel d'une part, il soulève l'irrecevabilité de la requête, motif pris de ce qu'elle n'est pas revêtue de la signature du requérant, et d'autre part, conclut au rejet de ladite requête ;

Considérant, en la forme, sur l'exception d'irrecevabilité de la requête soulevée par Monsieur MERHY Samy, **que** s'il est exact que la requête n'est pas revêtue de la signature de son auteur, le défaut de cette formalité ne saurait cependant emporter l'irrecevabilité ou la nullité de celle-ci ;

Que l'inobservation des règles de saisine d'une juridiction n'entraîne la nullité de la procédure que si elle cause un préjudice à celui qui s'en prévaut, tel que l'impossibilité pour lui d'avoir connaissance du dossier et d'organiser sa défense ;

Que tel n'est pas le cas en l'espèce, Monsieur MERHY Samy ayant eu connaissance de la procédure engagée à la suite de l'avis de notification que le Conseil constitutionnel lui a fait parvenir et qui lui a permis d'organiser sa défense par la production au dossier du Conseil de ses observations consignées dans le mémoire du 19 mars 2021 de ses conseils ;

Considérant au surplus, que Monsieur MAKAGNON Kady était candidat à l'élection des députés à l'Assemblée nationale du 06 mars 2021 dans la circonscription électorale n° 131 ; qu'il a la qualité pour agir conformément à l'article 101 alinéa 1 du Code électoral ; que sa requête a été introduite dans les forme et délai légaux ; qu'il y a lieu de la déclarer recevable ;

Considérant sur le fond, que l'alinéa 2 de l'article 101 du Code électoral dispose que : « Le requérant doit adresser sa requête au Conseil constitutionnel en annexant les pièces produites au soutien de ses moyens » ;

Considérant que Monsieur MAKAGNON Kady n'a produit aucune pièce au soutien de sa requête ; qu'il y a lieu de déclarer ladite requête mal fondée et de la rejeter ;

DÉCIDE :

Article premier : La requête de Monsieur MAKAGNON Kady est régulière et recevable en la forme ;

Article 2 : Ladite requête est mal fondée et est rejetée ;

Article 3 : La présente décision sera notifiée à la Commission Electorale Indépendante, aux parties, ainsi qu'à l'Assemblée nationale et publiée au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire ;

Décision délibérée par le Conseil constitutionnel en sa séance du mercredi 24 mars 2021 ;

Où siégeaient :

Mesdames et Messieurs

Mamadou KONÉ	Président
Jacqueline LOHOUÈS-OBLE	Conseiller
Ali TOURÉ	Conseiller
Vincent KOUA DIÉHI	Conseiller
Assata KONÉ épouse SILUÉ	Conseiller
Rosalie KOUAMÉ KINDOH épouse ZALO	Conseiller
Mamadou SAMASSI	Conseiller

Assistés de Monsieur CAMARA Siaka, Secrétaire Général du Conseil constitutionnel, qui a signé avec le Président.

Le Secrétaire Général

Le Président

CAMARA Siaka

Mamadou KONÉ

POUR EXPÉDITION CERTIFIÉE CONFORME À LA MINUTE

Abidjan, le 24 mars 2021

Le Secrétaire général

CAMARA Siaka